

minué l'influence légitime des propriétaires ruraux : on a paralysé leur action ; on a détruit des influences héréditaires, pour aboutir au morcellement indéfini du sol et à la mobilité perpétuelle des pouvoirs locaux. On a diminué également l'autorité que le clergé exerçait dans les campagnes, et surtout son indépendance. Cependant les mœurs, profondément altérées par les lois, n'ont-elles pas gardé une partie de leur ancienne puissance ? N'y a-t-il pas une force des choses qui reconstitue déjà indirectement les influences détruites ? N'est-il pas à désirer que ces liens de sentiments et d'intérêts communs, qui unissaient plus étroitement alors qu'aujourd'hui le propriétaire, petit ou grand, le fermier et le simple ouvrier des champs ; que ces liens, brisés par une volonté systématique, se renouent par quelque côté ? N'est-il pas bon que la terre soit sollicitée par des capitaux, même à un autre titre que celui de placement ? Ne faut-il pas rétablir enfin quelque chose de l'ancienne solidarité qui existait entre toutes les classes de la nation, solidarité qu'on n'a pas fait disparaître parce qu'elle est invincible, mais qu'on semble avoir combattue à plaisir ? »

On sent assez, à la vivacité de ces questions, que M. Dareste a des réponses toutes prêtes à y faire. Ceux qui ont bien voulu nous suivre jusqu'ici dans ce compte-rendu, désireront comme nous qu'il formule bientôt ces réponses avec les développements que comportent et exigent d'aussi graves problèmes, soit, nous le répétons, dans une seconde édition de son livre, soit, ce qui vaudrait mieux encore, dans un second ouvrage que le premier semble appeler. Il a fait jusqu'ici œuvre d'historien savant, consciencieux, impartial, et c'est déjà beaucoup, car l'historien, en éclairant les faits, dissipe les préjugés, et ouvre, nous l'avons vu, des perspectives rassurantes. Mais ce n'est point assez. Une autre tâche le réclame. Celui qui a tant d'excellentes idées, tant de vues utiles sur le présent